

Monsieur Emmerson Mnangagwa  
Président de la République du  
Zimbabwe  
A5, Samora Machel Ave and Sam  
Nujoma Street  
Harare, Zimbabwe

Paris, le 31 août 2018

Monsieur le Président,

Après plus de deux décennies de répression des médias sous le régime de Robert Mugabe, considéré par Reporters sans frontières (RSF) comme l'un des pires prédateurs de la presse sur le continent africain, votre élection, le 31 juillet dernier, a suscité l'espoir chez les journalistes du Zimbabwe.

Au cours de vos neuf premiers mois à la tête du pays, vous avez formulé de nombreuses promesses de réformes des lois les plus liberticides à l'égard de la presse que nous saluons. Néanmoins, le "nouveau Zimbabwe" que vous avez appelé de vos vœux dans votre discours d'investiture du 26 août, ne verra le jour que si ces intentions affichées se traduisent par des actes concrets. Malheureusement, le cadre légal répressif qui régit la presse n'a pour l'instant pas été modifié, l'accès aux médias publics est resté largement inégal pendant la période pré-électorale, et plusieurs journalistes ont fait l'objet de violentes agressions de la part des forces de l'ordre. Le pays est aujourd'hui classé 126e sur 180 au Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF.

Lors des manifestations post-électorales du 1er août, au moins quatre journalistes ont été victimes de violences. Parmi eux, Yeshiel Panchia et son frère Idah Mhetu ont été fouettés à coup de chicottes et de câbles électriques par des soldats de l'armée alors que Joseph Cotterill a été frappé par un policier à l'aide d'un bouclier anti-émeutes. Des restrictions d'accès ont également été observées le 1er août, alors que des journalistes ont été empêchés pendant plusieurs heures de se rendre à une conférence de presse de l'opposition. Deux jours plus tard, le reporter Tinotenda Samukange a été arrêté par des soldats alors qu'il s'était identifié comme journaliste et qu'il tentait de rentrer chez lui.

En juin dernier, notre organisation avait déjà signalé un climat d'hostilité préoccupant à l'encontre des reporters à l'approche des élections générales. L'un d'entre eux avait même été menacé physiquement lors d'un débat en direct à la radio par un des membres de votre gouvernement. La violence, systématiquement utilisée par le régime de votre prédécesseur comme instrument de contrôle de l'information, n'a plus sa place dans le "nouveau Zimbabwe".

Afin de faire remonter le Zimbabwe au prochain Classement mondial de la liberté de la presse, RSF vous recommande de :

- Mettre fin à l'impunité en engageant systématiquement des poursuites contre les auteurs de violences contre les journalistes et notamment les forces de sécurité, les responsables et militants des partis politiques.
- Sensibiliser les forces de sécurité et les militants des partis politiques au respect des journalistes qui constituent des acteurs clés du débat public.
- Réviser, amender ou abroger les lois qui comportent des entraves à la liberté de la presse, notamment la loi sur l'ordre public et la sécurité (POSA), la loi sur le secret d'Etat (OSA), la loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée (AIPPA), la loi sur les médias audiovisuels (BSA) et le code pénal (CLCRA) qui limitent les sujets que peuvent traiter les journalistes et prévoient de longues peines de prison.
- Transformer la Zimbabwe Broadcasting Corporation (ZBC) en un média de service public pluraliste afin qu'elle ne soit plus le seul relais de l'action gouvernementale.
- Procéder à une ouverture du secteur de l'audiovisuel afin que les licences pour les radios et télévisions soient attribuées à des acteurs de toutes tendances politiques et que le pluralisme des médias soit une réalité au Zimbabwe.

Comme vous le savez, les journalistes du Zimbabwe comptent sur vous.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre plus haute considération.



Christophe Deloire  
Secrétaire général